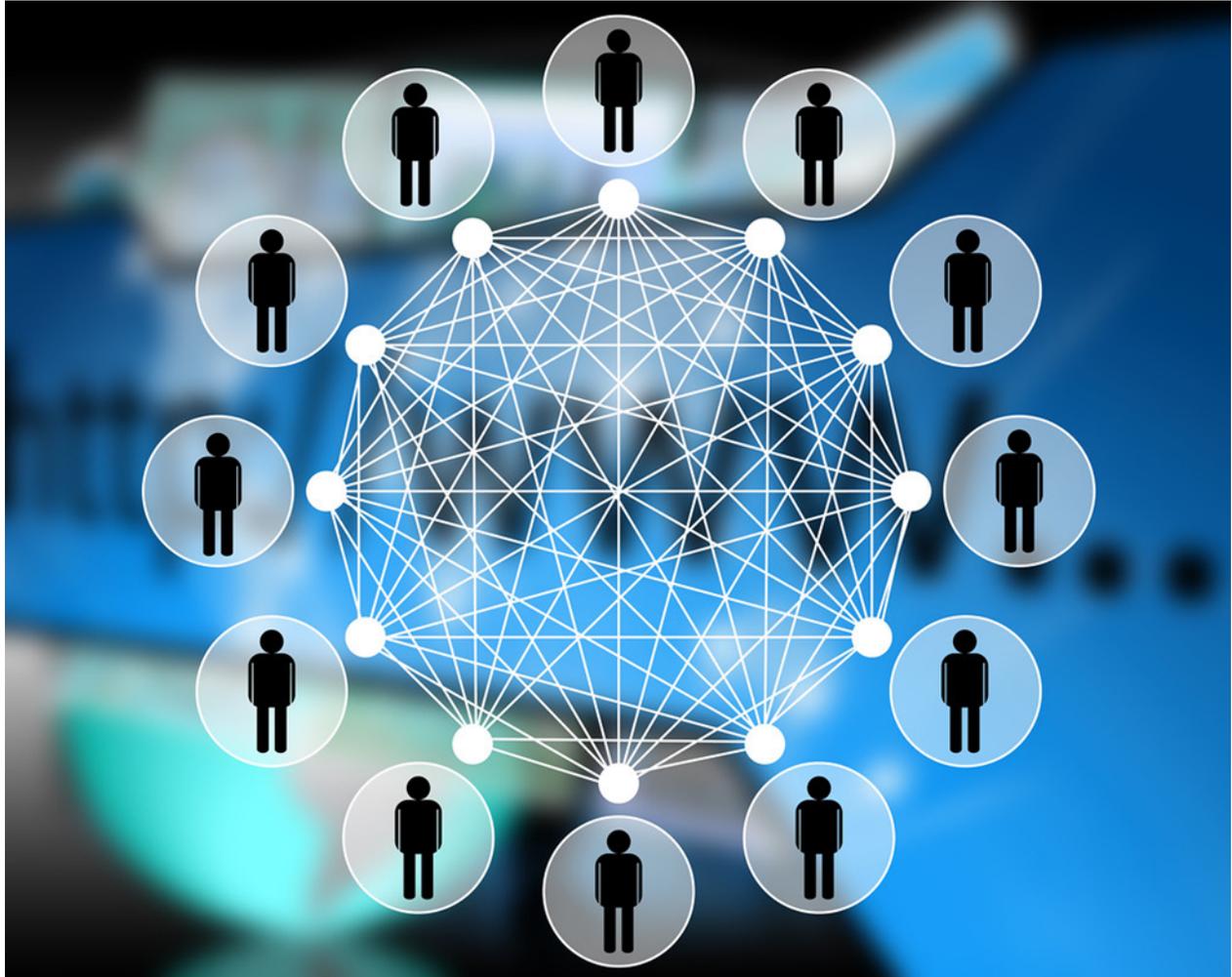




Comité consultatif de l'industrie maritime

Comité consultatif de l'industrie maritime



Réunion virtuelle MS Teams – les 14 et 17 juin 2021

Préparé par :

Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC)
Bureau de la gestion de la commodity maritime



Comité consultatif de l'industrie maritime

Abréviations

ABCMI	Association of British Columbia Marine Industries (Association des industries maritimes de la Colombie-Britannique)
ACT	Association canadienne des traversiers
AD	À déterminer
BPR	Bureau de première responsabilité
Bureau	Bureau de la gestion de la commodité maritime
C.-B.	Colombie-Britannique
CR	Cadre de référence
EM	Expert en la matière
EP	Embarcation pneumatique
FFPM	Forces, faiblesses, possibilités et menaces
GC	Gouvernement du Canada
GCC	Garde côtière canadienne
GRF	Gestion du rendement des fournisseurs
GTI PB	Groupe de travail interministériel sur les petits bateaux
IRC	Indicateur de rendement clé
ISDE	Innovation, Sciences et Développement économique
MDN	Ministère de la Défense nationale
RH	Ressources humaines
RHIB	Embarcation pneumatique à coque rigide
SAE	Solution d'approvisionnement électronique
SSN	Stratégie nationale de construction navale
SVC	Construction de petits navires



Comité consultatif de l'industrie maritime

RÉUNION DU CCIM - JOUR 1

Le 14 juin 2021, de 13 h à 15 h (HAE)
MS Teams

Sous-groupes de travail du CCIM

Capacité des RH	<p>Statut du GT : Fonctionnel Responsable BPR – SNCN Membres permanents : Bureau canadien de soudage, Heddle Marine Service Inc., Chantier Naval Forillon, Groupe Océan, Association de l'aérospatiale et de la défense du Canada atlantique (ACADA), ABCMI, Institut canadien de génie maritime (ICGM), NSBA (voir la présentation dans l'invitation à la réunion pour obtenir plus de détails) Progrès : 2^e réunion tenue le 19 mai, 3^e prévue pour l'été 2021 Première ébauche de la stratégie attendue à l'automne 2021</p> <p>Mesure à prendre par le Bureau de gestion des biens et des services maritimes : approbation du cadre de référence à communiquer aux membres du CCIM. Note du secrétariat : Mesure réalisée le 28 juin 2021 (consulter l'annexe A – Registre des mesures de suivi).</p>
Innovation et écologisation	<p>Statut du GT : en cours de création Responsable OPI – le Bureau doit diriger le groupe principal, fournir un soutien administratif <u>Membres permanents :</u> ➤ Ministères partenaires du gouvernement du Canada ➤ Associations ➤ Milieu universitaire Membres spéciaux EM de l'industrie selon les volets (peinture, propulsion, etc.) Progrès : ébauche du cadre de référence élaborée, sensibilisation des membres potentiels</p> <p>Mesure à prendre par le Bureau de gestion des biens et des services maritimes : proposition du cadre de référence à communiquer aux membres du CCIM. Note du secrétariat : Mesure réalisée le 28 juin 2021 (consulter l'annexe A – Registre des mesures de suivi).</p>
Infrastructure maritime	<p>On n'y donne pas suite pour l'instant</p>

Comité consultatif de l'industrie maritime

<p>Expansion des marchés</p>	<p>Statut du GT : en cours de création</p> <p>BPR responsable – à déterminer Membres permanents : à déterminer En cours : ébauche du cadre de référence en cours d'élaboration</p> <p>Mesure à prendre : le Bureau déterminera/identifiera le BPR responsable/les membres responsables à déterminer.</p>
<p>Remarques et questions supplémentaires</p>	<ul style="list-style-type: none"> L'ACT a suggéré la création d'un groupe de travail supplémentaire qui traite de la demande en matière de construction navale. <p>Mesure à prendre par le Bureau : le Bureau doit examiner et fournir une recommandation</p>
<p>Constatations de l'étude de KPMG – ABCMI</p>	
<p>Aperçu du rapport de KPMG</p>	<p>Commandée par l'ABCMI et réalisée au cours de la période janvier – août 2020 <i>Recherche primaire – enquête anonyme auprès de plus de 700 organisations maritimes, six groupes de discussion sur les sous-secteurs et des séances de discussion spécifiques aux sous-secteurs avec des représentants de l'industrie; et Recherche secondaire – examen et analyse de la documentation.</i></p> <p>Objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> Valider la taille du secteur maritime industriel de la Colombie-Britannique et estimer l'impact économique du secteur. Comprendre les principales FFPM de chacun des principaux sous-secteurs et formuler des conclusions/recommandations.
<p>Observations</p>	<ul style="list-style-type: none"> 1 039 entreprises œuvrant dans le secteur, employant directement 21 925 travailleurs et soutenant un total de 32 820 emplois en Colombie-Britannique. Le secteur maritime industriel de la Colombie-Britannique a des avantages en raison de sa situation géographique. Le secteur maritime industriel de la Colombie-Britannique a l'occasion de mobiliser le public. Les pénuries de main-d'œuvre constitueront un défi important pour la croissance du secteur. La réputation mondiale du Canada favorise le développement des entreprises internationales, mais les droits d'importation élevés limitent la croissance du commerce international.

Principales constatations	<p><u>Main-d'œuvre et talents :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • La demande dans tous les secteurs est en hausse et des pénuries de main-d'œuvre sont prévues dans tous les secteurs, au moins au cours des dix prochaines années. • Difficultés liées au recrutement - compétences de niche, coût de la vie, maintien en poste des jeunes employés. • Concurrence - croissance de la construction navale en Asie et en Europe de l'Est (salaires inférieurs de 70 %). <p><u>Changements climatiques</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • On estime à trois milliards le montant des mises à niveau de l'infrastructure nécessaires en raison de l'élévation du niveau de la mer. La détérioration de l'environnement affecte le marché récréatif. • Réglementation (degré élevé de réglementation et double imposition). <p><u>À l'échelle internationale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Les entreprises canadiennes sont appréciées par les acheteurs internationaux. • Les tarifs et les différends commerciaux internationaux ne constituent pas un défi important. • Les concurrents à faibles coûts (Chine, Inde) commencent à avoir la mainmise sur le marché. • Jusqu'à 80 % des affaires sont de sources internationales; pourtant, la réputation positive du Canada contribue au développement des affaires internationales pour les entreprises canadiennes.
Remarques et questions supplémentaires	<ul style="list-style-type: none"> • L'hydrogène, l'avenir de la propulsion • Le partenariat avec Innovation, Sciences et Développement économique (ISDE) sur les sondages s'est avéré très fructueux au niveau fédéral. <p>Mesure à prendre par le Bureau : transmettre le lien du sondage avec les membres. Note du secrétariat : Mesure réalisée le 28 juin 2021 (consulter l'annexe A – Registre des mesures de suivi).</p>
<p>Stratégie en matière de construction navale – Activité conjointe avec le gouvernement de la Colombie-Britannique et l'ABCMI</p>	

Sommaire	<ul style="list-style-type: none"> • La province de la Colombie-Britannique a pour mandat de soutenir l'augmentation de la capacité, de l'aptitude et de la compétitivité des chantiers navals et des entreprises connexes de la province, y compris l'élaboration d'une stratégie de l'industrie de la construction navale propre à la Colombie-Britannique (à mettre en œuvre d'ici juin 2022). <ul style="list-style-type: none"> ○ Inclus dans les lettres de mandat de plusieurs ministres. • Possibilité de collaboration pour renforcer les capacités, les compétences et la compétitivité du secteur, avec des objectifs communs d'innovation, de durabilité et d'inclusion. • Accroître les améliorations à long terme des activités et de la productivité, répondre aux exigences d'une économie à faible émission de carbone, répondre aux besoins en matière de main-d'œuvre afin de desservir les chantiers navals et les collectivités côtières de la Colombie-Britannique, et tirer parti de la possibilité générationnelle qu'offre la « Stratégie nationale en matière de construction navale » sur la côte Ouest. • Un organisme consultatif se concentrera sur l'identification des possibilités, la détermination des mesures nécessaires pour renforcer la capacité, l'aptitude et la compétitivité du secteur afin d'accroître le radoub, la réparation et l'entretien dans les chantiers navals de la Colombie-Britannique. Un comité central est composé d'experts du secteur de longue date disposant d'un vaste réservoir de connaissances et d'idées qui guideront les travaux de la stratégie. Un comité directeur fournira des orientations de haut niveau ainsi qu'une rétroaction objective au comité central et donnera des conseils sur la mobilisation et la consultation des autres intervenants du secteur. • Résultats attendus : Un rapport contenant des recommandations et des occasions à prendre en compte par le gouvernement, s'appuyant sur l'intelligence collective, l'analyse sectorielle et la recherche, ainsi que sur les consultations pertinentes menées pour soutenir la stratégie.
<h2>Gestion du rendement des fournisseurs</h2>	
Mise à jour	<p>Objectif : Renforcer les relations avec les fournisseurs et évaluer leur rendement dans le cadre du contrat.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le projet pilote débutera cet été à l'égard des contrats attribués dans le cadre de l'arrangement en matière d'approvisionnement en embarcations pneumatiques à coque rigide, en bateaux pneumatiques et en bateaux en aluminium. • Une demande d'information a été publiée sur le site Achats et ventes le 3 mars 2021 et clôturée le 14 mai 2021 : https://buyandsell.gc.ca/procurement-data/tender-notice/PW-21-00950744 • Les commentaires et la rétroaction peuvent être envoyés à la boîte aux lettres suivante : TPSGC.PAGestRendFournisseur-APVendorPerfMgmt.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca



Comité consultatif de l'industrie maritime

Remarques et questions supplémentaires

- L'intention est d'inclure la gestion du rendement des fournisseurs comme un critère pendant la période de sollicitation sur lequel l'attribution du contrat peut être basée.
- Les indicateurs de rendement clés (IRC) ont déjà été établis sur la base de la mobilisation de l'industrie et ont été partagés sur le site Achats et ventes. Les commentaires sur les IRC sont toujours les bienvenus alors que nous poursuivons la phase 1 qui verra la politique mise à l'essai à l'égard de l'arrangement en matière d'approvisionnement en petits bateaux.
- Les fournisseurs n'ayant jamais eu de relations avec le gouvernement auront une cote de base initiale établie afin qu'ils ne soient pas désavantagés. À partir de cette base, la cote globale peut augmenter ou diminuer en fonction du rendement.

Mesure à prendre par le Bureau : transmettre les diapositives de la gestion du rendement des fournisseurs à tous les membres du CCIM.

Note du secrétariat : Mesure réalisée le 28 juin 2021 (consulter l'annexe A – Registre des mesures de suivi)

RÉUNION DU CCIM - JOUR 2

Le 17 juin 2021, de 11 h à 14 h (HAE)
MS Teams

Discussion sur la continuité des activités

Proposition : L'industrie cherche à obtenir une prévision des besoins ministériels en matière de construction de petits navires (SVC) au cours des cinq prochaines années afin de préparer les chantiers navals à mieux s'adapter aux délais de mise en œuvre et aux besoins et coûts en matière de matériel et de RH.

Défis : Il est difficile de préciser les exigences ministérielles sur cinq ans en raison des besoins changeants ainsi que des budgets fédéraux et du cycle électoral.

Discussions et suggestions

- La GCC dispose de plans d'entretien à long terme à bord de grands navires et reconnaît qu'il n'existe aucun plan de ce genre pour les petits navires.
- Compte tenu de l'évolution des besoins et des budgets, il est toujours possible d'établir une prévision en estimant la quantité de petits navires dont disposent les ministères et le nombre approximatif d'années qu'il leur reste, plutôt qu'un bateau spécifique et une année précise.



Comité consultatif de l'industrie maritime

- Une autre façon de réaliser cette proposition serait de générer un plan d'espérance de vie pour chaque bateau et navire de la flotte. Cela permettrait de mieux préparer à la fois le fabricant et les prévisions budgétaires.

Mesure à prendre par le Bureau : Le Bureau, en collaboration avec le Groupe de travail sur la modernisation des approvisionnements maritimes (GT MAM) et le GTI PB, déterminera une approche interministérielle pour fournir des informations à l'industrie.

Mécanismes de soutien en service/du cycle de vie pour les petits bateaux

Proposition : L'industrie souhaite établir un plan d'entretien à long terme adapté à chaque ministère.

Défis : Tout plan d'entretien potentiel dépend des budgets de fonctionnement et d'entretien qui fluctuent d'une année à l'autre. Par conséquent, des exigences ministérielles et opérationnelles imprévues pourraient limiter l'utilité du plan.

Discussions et suggestions

- Dans un scénario d'entretien non obligatoire, les services semblent attendre qu'un navire soit en panne pour le réparer, ce qui conduit à des réparations d'urgence par les techniciens les plus proches. Ces réparations peuvent souvent entraîner d'autres problèmes, car les réparateurs d'urgence ne disposent pas nécessairement des pièces du fabricant et de la formation des techniciens au même niveau que les constructeurs de navires.
- La réalisation d'un entretien régulier permettrait d'éviter des réparations plus importantes et réduirait la période d'achat de nouveaux bateaux et navires.
- Suggestion d'une équipe d'entretien qui surveillerait quand elle doit être envoyée pour l'entretien aux constructeurs de navires.
- L'encombrement est mauvais pour un programme d'entretien et peut être contre-productif, car il augmente les temps d'arrêt et affecte la disponibilité des navires.

Mesure à prendre par le Bureau : étudier les options par l'intermédiaire du GTI PB pour tout point commun sur une approche d'entretien programmé/préventif.

Options de reprise des petits bateaux

Proposition : En introduisant une option de reprise, le Canada exploiterait une flotte plus actuelle de petits bateaux et cela profiterait à l'industrie qui serait intéressée par la vente de bateaux repris dans les pays dont les budgets sont limités pour l'achat de nouveaux équipements.

Défi : Les interprétations des politiques actuelles soutiendraient-elles une option de reprise et, dans le cas contraire, cette politique peut-elle être révisée?

Discussions et suggestions

- L'industrie bénéficierait de la possibilité de revendre les bateaux plus tôt au lieu de les garder jusqu'à leur fin de vie, tandis que le gouvernement bénéficierait d'un amortissement moindre de la valeur de reprise sur le nouvel achat.
- Une option de location aiderait l'industrie à établir des plans de production, car les nouveaux bateaux seraient commandés sur une base cyclique prévisible. Le gouvernement du Canada posséderait de nouveaux biens avec une plus grande valeur de revente.
- Cela pourrait contribuer à garantir que les ministères ou organismes fédéraux possèdent toujours les équipements les plus récents et les plus sophistiqués sur le plan technologique.
- La GRC a déjà un plan de ce genre pour ses véhicules; ce plan pourrait-il s'appliquer à son secteur maritime?

Mesure à prendre : Le Bureau étudiera le coût du cycle de vie d'un petit bateau et effectuera une analyse comprenant trois options : achat, location et achat avec option de reprise. Les critères d'analyse des options tiendront compte au minimum de l'aspect de l'aliénation et permettront d'explorer les diverses politiques gouvernementales relatives aux biens de la Couronne et à leur aliénation et de déterminer une approche pangouvernementale. En fonction des résultats, un projet pilote sera envisagé pour en déterminer la faisabilité. Collaboration subséquente avec l'industrie pour concevoir un cadre pour le projet pilote. Si le projet pilote est jugé faisable, les résultats et les prochaines étapes pourraient alors être liés au sous-groupe de travail sur l'expansion des marchés.

Discussion sur l'innovation et l'écologisation

Discussions et suggestions

- Électrification pour la propulsion - la recharge des navires pose des problèmes soit en mer (accessibilité au port de charge), soit à quai (délais).
- L'industrie souhaiterait que le gouvernement partage davantage le risque lié à l'achat de technologies vertes nouvelles et innovantes.



Comité consultatif de l'industrie maritime

- Nous devons évaluer les capacités de notre industrie afin de déterminer où investir pour être en mesure de trouver et de mettre en œuvre des solutions novatrices afin de garantir que le secteur maritime canadien reste compétitif par rapport aux autres nations.
- Pour que les investissements à long terme aient un sens, il ne suffit pas d'adapter les options à faible émission ou sans émission, il faut aussi examiner la manière dont elles sont produites et s'assurer que les conséquences de leur production ne sont pas nuisibles.
- Dans le cadre de l'initiative du fond pour un gouvernement vert, la GRC publiera une demande d'information à l'automne 2021 concernant les systèmes de propulsion à faible ou zéro émission dans le but de financer des concepts qui visent à réduire les émissions de gaz à effet de serre avec les flottes gouvernementales. Dans le cas de succès, 2.2 millions de dollars seront mis à disposition dans le cadre de l'initiative du fond pour l'écologisation du gouvernement, auxquels s'ajouteront 860 000\$ sous forme de contributions ministérielles sur trois ans à compter de 2022/23.

Mesure à prendre par le Bureau : créer un forum unifié afin de recueillir toutes les idées et les dernières technologies disponibles (plan illustré décrivant les programmes, les initiatives et le financement disponibles pour l'industrie).

Mesure à prendre par ISDE : fournir une liste de ressources et un outil de financement pour l'innovation dans l'industrie maritime.

Mesure à prendre par le MDN : communiquer l'information sur le programme d'écologisation comme exigence dans les demandes de propositions (réduction de la consommation de carburant des navires).

Annexe A - Registre des mesures de suivi

	<u>Nom de la mesure à prendre</u>	<u>Description de la mesure à prendre</u>	<u>État de la mesure à prendre</u>
1	Sous-groupe de travail RH du CCIM	<ul style="list-style-type: none"> Le Bureau doit communiquer le cadre de référence aux membres du CCIM 	Terminé
2	Sous-groupe de travail du CCIM sur l'innovation et l'écologisation	<ul style="list-style-type: none"> Le Bureau doit communiquer le cadre de référence aux membres du CCIM 	Terminé
3	Lien vers le sondage de l'Association des industries canadiennes de défense et de sécurité (AICDS)	<ul style="list-style-type: none"> Le Bureau doit envoyer le lien vers le sondage aux membres 	Terminé
4	Projet pilote de gestion du rendement des fournisseurs	<ul style="list-style-type: none"> Le Bureau doit transmettre les diapositives sur la gestion du rendement des fournisseurs à tous les membres du CCIM. 	Terminé
5	Plan de continuité des activités – Gestion du rendement des fournisseurs pour la GCC	<ul style="list-style-type: none"> La GCC doit élaborer un plan pour rendre compte de cette information lors de la présentation des Perspectives. 	En cours
6	Plan de continuité des activités - approche interministérielle	<ul style="list-style-type: none"> Le Bureau doit déterminer une approche interministérielle par l'intermédiaire du GTI PB pour fournir des informations à l'industrie. 	En cours
7	Mécanismes de soutien en service/du cycle de vie pour les petits navires	<ul style="list-style-type: none"> Le Bureau étudiera les options par l'intermédiaire du GTI PB pour tout point commun sur un plan d'entretien programmé. 	En cours
8	Options de reprise des petits navires	<ul style="list-style-type: none"> Il est nécessaire d'étudier le coût du cycle de vie d'un navire par rapport à l'achat d'un nouveau navire avec une option de reprise. Un projet pilote doit être mis en place pour déterminer la faisabilité. La première étape consiste à explorer les différentes politiques gouvernementales relatives aux biens de la Couronne et à leur aliénation et à déterminer une approche pangouvernementale. Collaboration subséquente avec l'industrie pour concevoir un cadre pour le projet pilote. Si le projet pilote est jugé faisable, les résultats et les prochaines étapes pourraient alors être liés au sous-groupe de travail sur l'expansion des marchés. 	Pas encore entrepris

Comité consultatif de l'industrie maritime

9	Innovation et écologisation	<ul style="list-style-type: none"> • Le Bureau doit créer un forum unifié afin de recueillir toutes les idées et les dernières technologies disponibles (plan illustré décrivant les programmes, les initiatives et le financement disponibles pour l'industrie). • ISDE doit fournir une liste de ressources et un outil de financement pour l'innovation dans l'industrie maritime. • Le MDN doit communiquer l'information sur le programme d'écologisation comme exigence dans les demandes de propositions (réduction de la consommation de carburant des navires). 	<p>Fait actuellement l'objet d'une mise à jour</p> <p>Pas encore reçue</p> <p>Terminé</p>
10	Solution d'achats électroniques - AchatsCanada	<ul style="list-style-type: none"> • Le Bureau doit transmettre les diapositives sur la nouvelle solution d'achats électroniques qui sera déployée - AchatsCanada 	<p>Terminé</p>

CCIM, juin 2022



Comité consultatif de l'industrie maritime

Annexe B – Participants à la réunion

Les participants à la réunion du CCIM, jour 1 – 14 juin 2021

Associations professionnelles

- Association of British Columbia Marine Industries (ABCMI) – **Alex Rueben** - directeur exécutif
- Association de l'aérospatiale et de la défense du Canada atlantique (ACADA) – **Lisa Clory** - PDG par intérim
- Association des industries canadiennes de défense et de sécurité (AICDS) – **Nicolas Todd** - V-P, Relations avec le gouvernement et communications
- Association des industries canadiennes de défense et de sécurité (AICDS) – **Mindy Pearce** - conseillère en politiques
- Nova Scotia Boatbuilders Association (NSBA) – **Jan Fullerton**, directrice exécutive
- Association canadienne des traversiers (ACT) – **Serge Buy** - PDG

Représentants de segments du marché de l'industrie maritime

- Soutien en service (2);
 - ✓ Secunda Canada – **Darrell Sheppard**, président directeur général
 - ✓ SNC-Lavalin Opérations et maintenance inc. – **Mike Pratt** - vice-président et directeur général
- Travaux de réparation, de radoub et d'entretien (2);
 - ✓ NEWDOCK, St. John's Dockyard Limited – **Richard Eddy**, gestionnaire des opérations
- Construction de petits navires (2);
 - ✓ Chantier naval Forillon Inc – **Jean-David Samuel** - président-directeur général
 - ✓ Rosborough Boats Ltd – **Heaton Rosborough** - président
 - ✓ Rosborough Boats Ltd – **Robert Gascoigne**, directeur, Développement des affaires
- Génie et architecture navale (1);
 - ✓ Genoa Design International Ltd. – **Leonard Pecore** - fondateur et président du conseil d'administration
- Chaîne d'approvisionnement (1)
 - ✓ Wartsila Canada – **Pieter Groot** - gestionnaire des contrats
 - ✓ Wartsila Canada – **Yasemin Mensah** - directrice générale

Représentants ministériels

- Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) – **Charles McColgan**, directeur général, Secteur des services maritimes et des petits navires
- Ministère de la Défense nationale (MDN) – **Commodore Luciano Carosielli**, directeur général, Gestion du programme d'équipement maritime
- Ministère de la Défense nationale (MDN) – **Kevin Fitzpatrick**, directeur, Secteur des projets importants de construction maritime
- Ministère de la Défense nationale (MDN) – **commandant Frédéric Pierre**, gestionnaire de programme de classe, Petits navires de guerre et navires auxiliaires
- Ministère de la Défense nationale (MDN) – **Memphis Don**, Initiative de soutien, chef d'équipe technique maritime
- Garde côtière canadienne (GCC) – **Sam Ryan**, directeur général, Services techniques intégrés
- Garde côtière canadienne (GCC) – **Adam Wettges**, directeur régional, Services techniques intégrés



Comité consultatif de l'industrie maritime

- Gendarmerie royale du Canada (GRC) – **Christine Lamarche**, directrice générale, Gestion des acquisitions, du matériel et de l'actif
- Gendarmerie royale du Canada (GRC) – **Darren Mierau**, gestionnaire national, Flotte maritime
- Transports Canada (TC) – **Mike Freeman**, gestionnaire régional, Services techniques
- Innovation, Sciences et Développement économique (ISDE) – **Stephanie Tanton**, directrice générale, Direction générale de l'aérospatiale, de la défense et de la marine
- Innovation, Sciences et Développement économique (ISDE) – **Denis Bourque**, directeur par intérim, Direction générale de l'aérospatiale et de la marine
- Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE) – **Michele Rae**, directrice adjointe, Politiques, Direction générale de l'aérospatiale, de la défense et de la marine
- Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) – **Cindy Soyland**, directrice, Direction des radoubs, de la logistique et de la construction des petits navires
- Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) – **Suzanne Wilkinson**, gestionnaire, Bureau de la gestion de la commodity maritime
- Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) – **Crystal Allan**, directrice, Bureau de la gestion de la commodity maritime
- Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) – **Erin Chénier-Fox**, gestionnaire de l'approvisionnement, Navigation et assainissement maritimes
- Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) – **Dianne Tinkess**, chef d'équipe de l'approvisionnement, Bureau de la gestion de la commodity maritime
- Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) – **Saeed Nemati**, gestionnaire de programme, Bureau de la gestion de la commodity maritime
- Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) – **Chukwudi Chinye**, spécialiste de l'approvisionnement, Bureau de la gestion de la commodity maritime
- Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) – **Erin Dufour**, Bureau administratif, Bureau de la gestion de la commodity maritime
- Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) – **Martin Bisson-Dubois**, agent administratif, Bureau de la gestion de la commodity maritime
- Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) – **Julia McDonald**, chargée de projet, Bureau de la gestion de la commodity maritime

Les participants à la réunion du CCIM, jour 2 –17 juin 2021

Associations professionnelles

- Association of British Columbia Marine Industries (ABCMI) – **Alex Rueben** - directeur exécutif
- Association of British Columbia Marine Industries (ABCMI) – **Leann Collins**, directrice des projets et des relations avec les intervenants
- Association des industries canadiennes de défense et de sécurité (AICDS) – **Mindy Pearce** - conseillère en politiques
- Association canadienne des traversiers (ACT) – **Serge Buy** - PDG
- Institut canadien de génie maritime (ICGM) – **Bud Streeter**, président honoraire
- Nova Scotia Boatbuilders Association (NSBA) – **Jan Fullerton**, directrice exécutive



Comité consultatif de l'industrie maritime

Représentants de segments du marché de l'industrie maritime

- Soutien en service (2);
 - ✓ Secunda Canada – **Darrell Sheppard**, président directeur général
 - ✓ SNC-Lavalin Opérations et maintenance inc. – **Mike Pratt** - vice-président et directeur général
- Travaux de réparation, de radoub et d'entretien (2);
 - ✓ NEWDOCK, St. John's Dockyard Limited – **Richard Eddy**, gestionnaire des opérations
- Construction de petits navires (2);
 - ✓ Chantier naval Forillon Inc – **Jean-David Samuel** - président-directeur général
 - ✓ Rosborough Boats Ltd – **Heaton Rosborough** - président
 - ✓ Rosborough Boats Ltd – **Robert Gascoigne**, directeur, Développement des affaires
- Chaîne d'approvisionnement (1)
 - ✓ Wartsila Canada – **Pieter Groot** - gestionnaire des contrats
 - ✓ Wartsila Canada – **Yasemin Mensah** - directrice générale

Représentants ministériels

- Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) – **Charles McColgan**, directeur général, Secteur des services maritimes et des petits navires
- Ministère de la Défense nationale (MDN) – **Kevin Fitzpatrick**, directeur, Secteur des projets importants de construction maritime
- Ministère de la Défense nationale (MDN) – **commandant Frédéric Pierre**, gestionnaire de programme de classe, Petits navires de guerre et navires auxiliaires
- Ministère de la Défense nationale (MDN) – **Memphis Don**, Initiative de soutien, chef d'équipe technique maritime
- Ministère de la Défense nationale (MDN) – **Nadine Khaddaj**
- Garde côtière canadienne (GCC) – **Sam Ryan**, directeur général, Services techniques intégrés
- Gendarmerie royale du Canada (GRC) – **Darren Mierau**, gestionnaire national, Flotte maritime
- Transports Canada (TC) – **Mike Freeman**, gestionnaire régional, Services techniques
- Innovation, Sciences et Développement économique (ISDE) – **Denis Bourque**, directeur par intérim, Direction générale de l'aérospatiale et de la marine
- Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE) – **Michele Rae**, directrice adjointe, Politiques
Direction générale de l'aérospatiale, de la défense et de la marine
- Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) – **Cindy Soyland**, directrice, Direction des radoubs, de la logistique et de la construction des petits navires
- Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) – **Suzanne Wilkinson**, gestionnaire, Bureau de la gestion de la commodité maritime
- Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) – **Crystal Allan**, directrice, Bureau de la gestion de la commodité maritime
- Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) – **Erin Chénier-Fox**, gestionnaire de l'approvisionnement, Navigation et assainissement maritimes
- Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) – **Dianne Tinkess**, chef d'équipe de l'approvisionnement, Bureau de la gestion de la commodité maritime
- Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) – **Saeed Nemati**, gestionnaire de programme, Bureau de la gestion de la commodité maritime
- Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) – **Chukwudi Chinye**, spécialiste de l'approvisionnement, Bureau de la gestion de la commodité maritime



Comité consultatif de l'industrie maritime

- Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) – **Erin Dufour**, Bureau administratif, Bureau de la gestion de la commodity maritime
- Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) – **Martin Bisson-Dubois**, agent administratif, Bureau de la gestion de la commodity maritime
- Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) – **Julia McDonald**, chargée de projet, Bureau de la gestion de la commodity maritime

CCM, juin 2021